

La situation politique de l'Irlande

Le premier ministre Charles Haughey a repris le pouvoir en mars 1987, évinçant ainsi le gouvernement de coalition de M. Garret Fitzgerald. Le parti de M. Haughey, le Fianna Fail (Guerriers de la destinée, conservateur), a obtenu 81 des 166 sièges du Parlement, à trois sièges d'une majorité absolue.

Après les élections, les démocrates progressistes (un groupe dissident du Fianna Fail) se sont engagés à collaborer avec le gouvernement minoritaire de M. Haughey à condition que ce dernier adopte une stratégie économique de réduction des dépenses publiques et qu'il accepte la mise en oeuvre intégrale de l'Accord anglo-irlandais sur l'Irlande du Nord. Le Premier ministre Haughey a rempli ces deux conditions, en dépit du fait qu'il s'était engagé, avant la campagne électorale, à renégocier l'Accord.

Après avoir gouverné pendant deux ans, M. Haughey a déclenché une élection éclair qui coïncidait avec les élections du Parlement européen, le 15 juin 1989. Alors qu'il espérait obtenir la majorité, son parti a été reporté au pouvoir avec encore moins de sièges, soit 77. Après de longues négociations, M. Haughey a été confirmé dans le poste de Premier ministre, chef d'un gouvernement de coalition avec les démocrates progressistes.

Bien que le Fine Gael (Tribu d'Irlande), principal parti d'opposition (légèrement plus à gauche que le Fianna Fail) ait amélioré sa position à l'élection de 1989, sa demande de partager la direction d'un gouvernement de coalition a été rejetée.

La scène politique irlandaise a connu d'importants changements lors des élections présidentielles de novembre 1990. La nouvelle présidente, M^{me} Mary Robinson, candidate des partis travaillistes a, pendant sa carrière en droit et en politique, toujours préconisé des changements sociaux dans plusieurs domaines. Son élection témoigne du désir de la population irlandaise de voir des changements.

Le gouvernement jouit présentement d'une bonne cote dans les sondages d'opinion publique, mais avec une majorité aussi mince, la situation parlementaire est plutôt incertaine.